

Guinée, un avenir incertain

Un sociologue de renom.

Un journaliste expérimenté.

Un artiste de reggae engagé.

Trois visions de la Guinée de demain. Points de vue

Alpha Amadou Bano Barry : « Je rêve d'une Guinée qui se réapproprie ses richesses »

« Je rêve d'une Guinée où la constitution sera sacrée. Une constitution qui consacre une véritable séparation des pouvoirs et des possibilités d'alternance. Je rêve d'une Guinée transparente où le vote du citoyen est respecté.

Une Guinée où il y a une administration centrale et une administration régionale. Une administration dont les cadres n'envoient pas leurs femmes accoucher en occident....

Je rêve aussi d'une Guinée où la position que l'individu occupe soit en rapport avec l'effort qu'il fournit. Une Guinée où il n'aura pas de coupure d'eau ni de courant. Enfin, je rêve d'une Guinée où les cadres aiment profondément leur pays et les Guinéens. Je ne sais pas si j'aurai la chance de voir cette Guinée. Car, ceux qui gouvernent et ceux qui veulent gouverner, n'adorent que le pouvoir et les privilèges qui s'y attachent.

Je rêve d'une Guinée qui se réapproprie ses richesses, en premier la bauxite, pour les exploiter elle-même car aujourd'hui le pays ne survit que grâce à la perfusion de l'occident ».

Sow Thierno Hamidou
(Nouvelle Tribune)



Alpha Amadou Bano Barry : sociologue et vice-recteur de l'université Lansana Conté

Le gouvernement au grand complet ouvre les fêtes du cinquantenaire

A l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance, un gouvernement dit « de large ouverture » propose un an de célébrations pour réconcilier les Guinéens avec leur pays et leurs dirigeants. C'est mal parti...



Un an de fêtes contre le mauvais sort

L'idée de célébrer le cinquantenaire n'était pas celle du gouvernement actuel. Elle a été émise par l'ex Premier Ministre, Lansana Kouyaté. En constituant son gouvernement le 27 mars 2007, un an et demi avant la date anniversaire, il avait délivré un plan de célébration qui portait sur une seule journée, comme l'avaient toujours été les précédentes fêtes. L'idée n'était pas consensuelle.

Fallait-il dépenser de l'argent en festivités, étaler des richesses qui manquent tant à la majorité de la population privée d'eau, d'électricité et de nourriture ? Ce débat de fond a grandement freiné la préparation de l'événement. Quand, pour d'autres raisons, Lansana Kouyaté a été limogé le 20 mai 2008, les festivités du cinquantenaire de la Guinée n'étaient plus une priorité. Elles le sont redevenues, mais tardivement, et sous une autre forme.

Le remplaçant de Lansana Kouyaté, Dr Ahmed Tidjane Souaré a décidé d'engager son gouvernement non plus sur une seule journée fastueuse de célébrations, mais sur toute une année laborieuse. Dans leur nouvel esprit, les fêtes du cinquantenaire doivent

donner aux Guinéens une chance de se réconcilier. Mais comment ? Le 2 octobre 2008 n'a été que le premier jour d'une année de célébrations pour permettre de panser des blessures dont le peuple est la principale victime. Il s'agit, entre autres, de réconcilier l'armée et la population, les gouvernants et les gouvernés. Pour y parvenir, Souaré a doté son gouvernement d'un Ministère de la Réconciliation Nationale, de la Solidarité et des Relations avec les Institutions.

Le rapport des exactions

La principale mission dévolue à ce nouveau département est de « mettre en place un dispositif de prévention et de gestion des crises et conflits pouvant porter atteinte à la cohésion nationale ».

Mais surtout de « promouvoir et de renforcer la culture du dialogue, de la tolérance et de la solidarité en vue de consolider la paix sociale et de promouvoir l'unité nationale ». Durant cette période, le gouvernement s'engage à créer des emplois pour les jeunes, améliorer la fourniture d'eau et d'électricité à la population, assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens, et restaurer l'autorité de

l'Etat. Premières mesures concrètes : le 17 août dernier, l'Etat a restitué les corps de trois des victimes de Cosa (tueries survenues en 2000) et a approché les enfants des victimes du camp Boïro, tout en reconnaissant ses responsabilités dans ces deux drames.

Le 14 novembre dernier, le département de la Réconciliation Nationale a reçu de la société civile le rapport des exactions commises lors des événements de janvier et février 2007 (officiellement 120 victimes).

Il a exprimé, au nom de l'Etat, sa détermination à recaser les « déguerpis » de Kaporails et Koloma : En 1998, 2500 personnes qui y avaient élu domicile dans une zone réservée à l'Etat en avaient été délogées manu militari. Elles s'étaient retrouvées à la rue. Dix ans après, elles y sont toujours et elles viennent d'y être rejointes par des centaines de milliers de manifestants qui réclament de l'eau, de l'électricité et une baisse significative du prix de l'essence. Les 3 et 4 novembre derniers, un mois après le début des fêtes de l'indépendance, plusieurs personnes sont mortes à Conakry, à Boké et à Siguiri.

Samory Keita
(L'Indépendant)